EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 7 octobre 2021

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 188 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Gérard BRAMOULLÉ - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - René-François CARPENTIER - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOL - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHÉL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Jean HETSCH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIÉ - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Gregory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoit PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Patrick PIN - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Florian SALAZAR-MARTIN - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Anne VIAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Moussa BENKACI représenté par Jean-Christophe GRUVEL - Julien BERTEI représenté par Saphia CHAHID - Kayané BIANCO représentée par Karima ZERKANI-RAYNAL - Marylène BONFILLON représentée par Marie-France SOURD GULINO - Valérie BOYER représentée par Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Jean-Louis CANAL représenté par Yves WIGT - Jean-Pierre CESARO représenté par Jean HETSCH - Pascal CHAUVIN représenté par Roland GIBERTI - Jean-François CORNO représenté par Georges CRISTIANI - Sylvaine DI CARO représentée par Vincent DESVIGNES - Claude FILIPPI représenté par Stéphane LE RUDULIER - Olivia FORTIN représentée par Eric SEMERDJIAN - Gérard FRAU représenté par Gaby CHARROUX - Olivier FREGEAC représenté par Jean-Pascal GOURNES - Patrick GHIGONETTO représenté par Alexandre DORIOL - Jean-Pierre GIORGI représenté par Marc DEL GRAZIA - Magali GIOVANNANGELI représentée par Christine CAPDEVILLE - Frédéric GUINIERI représenté par Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Sébastien JIBRAYEL représenté par Lyece CHOULAK - Cédric JOUVE représenté par Agnès FRESCHEL - Eric LE DISSÈS représenté par Roland MOUREN - Hervé MENCHON représenté par Sébastien BARLES - Danielle MENET représentée par Sophie AMARANTINIS - Eric MERY représenté par Pauline ROSSELL - Claudie MORA représentée par François BERNARDINI - Franck OHANESSIAN représenté par Jean-Yves SAYAG - Stéphane PAOLI représenté par Francis TAULAN - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Claude PICCIRILLO représenté par Michel BOULAN - Jocelyne POMMIER représenté par Gregory PANAGOUDIS - Véronique PRADEL représentée par Didier PARAKIAN - Julien RAVIER représenté par Pierre LAGET - Alain ROUSSET représenté par Gérard GAZAY - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Stéphanie FERNANDEZ - Gilbert SPINELLI représenté par Roland CAZZOLA - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Marcel TOUATI représenté par Laure ROVERA - Catherine VESTIEU représentée par Jean-Marc SIGNES - Jean-Louis VINCENT représenté par Sophie JOISSAINS - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Laurence SEMERDJIAN.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Julie ARIAS - Martin CARVALHO - Cédric DUDIEUZERE - Maryse JOISSAINS MASINI - Michel LAN - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard RAMOND - Nathalie TESSIER.

Étaient présentes et représentées en cours de séance Mesdames :

Marion BAREILLE représentée à 16h05 par Frédéric GUELLE - Gérard AZIBI représenté à 15h35 par Marie BATOUX - Aïcha SIF représentée à 16h54 par Anne MEILHAC - Jean-Baptiste RIVOALLAN représenté à 17h00 par Solange BIAGGI - Romain BRUMENT représenté à 17h10 par Camélia MAKHLOUFI - Vincent DESVIGNES représenté à 17h53 par Fabrice POUSSARDIN - Vincent LANGUILLE représenté à 17h53 par Monique SLISSA - Nicole JOULIA représentée à 17h57 par Eric CASADO - Jacky GÉRARD représenté à 18h00 par Jean-David CIOT.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI à 16h00 - Franck ALLISIO à 16h05 - Denis ROSSI à 16h05 - Lyece CHOULAK à 16h30 - Samia GHALI à 16h34 - Stéphane RAVIER à 16h38 - Robert DAGORNE à 16h50 - Richard MALLIÉ à 17h03 - Laurent SIMON à 17h07 - Monique MIQUELLY à 17h20 - Yves MORAINÉ à 17h30 - Jean-Yves SAYAG à 17h35 - Frédéric GUELLE à 17h37 - Yves MESNARD à 17h45 - Christine CAPDEVILLE à 17h45 - Daniel AMAR à 17h46 - Pascale MORBELLI à 17h46 - Lionel DE CALA à 17h46 - Patrick PIN à 17h47 - José MORALES à 17h48 - Georges ROSSO à 17h51 - Nadia BOULAINSEUR à 18h00 - René-François CARPENTIER à 18h00 - Loïc GACHON à 18h00 - Isabelle ROVARINO à 18h08 - Fabrice POUSSARDIN à 18h16.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FBPA 038-10487/21/CM

■ Créations, définitions, ajustements, modifications d'emplois dans le cadre des besoins des services

MET 21/20298/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des emplois avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer, de modifier, d'ajuster et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après étant précisé que les modifications, ajustements et définitions d'emplois à temps complet, ne donnent pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Nbr de postes	Créés	Modifiés	Supprimés
Permanents	0	67	0
Non-permanents	9	0	0

Cependant, Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;
- Le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels (pris pour l'application de l'article 32 I de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983).

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Signé le 7 Octobre 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Délibère

Article 1 : Modification et ajustements d'emplois permanents à temps complet

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, sont approuvées les modifications, ajustements et définitions d'emplois à temps complet, ne donnant pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire Marseille Provence

- **Pour le Pôle Eau et Assainissement**

Un emploi de surveillant de travaux, (poste N°29429), à la Direction de l'eau, de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.

Description : contrôler les travaux et prestations réalisés par les entreprises ou prestataires sur les ouvrages pluviaux, et éventuellement eau et assainissement du territoire Marseille Provence.

Profil : niveau Bac professionnel dans les travaux publics ou domaine technique

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°29475), à la Direction de l'eau, de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : Assurer la conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre, sur les réseaux d'assainissement et d'eau potable. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux.

Profil : niveau Bac+2 dans les travaux publics ou domaine technique

Un emploi de conducteur de travaux, (poste N°29522), à la Direction de l'eau, de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : Instruire les autorisations d'urbanisme relatives à la compétence pluviale pour Marseille et les communes de l'Est du Territoire Marseille Provence. Contrôler la bonne réalisation des ouvrages pluviaux validés dans les demandes d'urbanisme.

Profil : niveau Bac+2 dans les travaux publics ou domaine technique

Un emploi de chargé d'études, (poste N°29534), à la Direction ressources et domaine public, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux.

Description : conseiller, orienter les services et apporter une expertise juridique et informatique dans le domaine public, eau et assainissement. Mettre en place des outils de pilotage et de suivi d'activités.

Profil : niveau Bac +3 dans le domaine juridique

- **Pour le Pôle Infrastructures**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°17885) au Pôle infrastructures, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description : participer à toutes les réunions des CSA organisées dans les différents arrondissements de la Ville. Relayer la politique de la Métropole dans le domaine de l'aménagement et l'entretien des espaces publics. Coordonner les actions à réaliser auprès des différentes directions opérationnelles.

Contribuer aux discussions avec les différents partenaires internes et externes. Contribuer à la réflexion sur les actions en interface avec le domaine de la voirie (nettoyement, mobilier urbain, mobilités actives...).

Participer à des groupes de travail afférant aux activités de la DGS déléguée.

Profil : Bac+5 domaine de l'ingénierie / domaine technique et expérience coordination, animation de projets

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Un emploi de chargé d'opérations Tramway, (poste N°28284), à la Direction projets métro et tramway, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef territoriaux.

Description : Diriger, en appui du Directeur Métro Tramway et du Directeur Adjoint Tramway, une opération complexe de tramway pendant la phase de réalisation : opération d'extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille Phase 1. Diriger une équipe de responsables de marchés dans la conduite de l'opération. Assurer son rôle de responsable dans le suivi des marchés travaux et des marchés de prestations nécessaires à la réalisation du tramway. Conduire une des grandes opérations de la Direction en phase travaux et assurer son rôle de responsable dans le cadre du suivi des aspects qualité, coûts et délais. Être responsable du respect du suivi budgétaire, du planning, des marchés et de la qualité de l'exécution entre autres. Fédérer autour de lui pour atteindre les objectifs.

Profil : Bac+5 diplôme d'ingénieur, expérience en réalisation de projet tramway ou d'infrastructure de transport linéaire en milieu urbain appréciée.

- **Pour le Pôle Propreté, cadre de vie, valorisation des déchets**

Un emploi de chef de service parc organisation et méthode, (poste N°28403), à la Direction propreté et cadre de vie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description : animer et coordonner l'activité du service (formation, prévention des risques professionnels, parc engins et PC azur)

Profil : Bac +5

Un emploi de chef de service finances, (poste N°28390), à la Direction propreté et cadre de vie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : animer, coordonner et contrôler l'activité financière et comptable de la Direction. Instruire les budgets d'investissement et de fonctionnement pour le compte de la Direction.

Profil : Bac + 3 minimum avec expérience avec expérience dans les domaines de la finance et de la comptabilité

- **Pour le Pôle Valorisation et développement urbain**

Un emploi d'assistant de direction (poste N° 27150) du Pôle, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emploi des adjoints administratifs et des rédacteurs territoriaux.

Description : recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement administratif du Pôle. Suivre et gérer les dossiers administratifs. Apporter une aide permanente au Directeur de Pôle en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de suivi et de classement de dossiers.

Profil : Formation administrative et bureautique.

Un emploi de directeur environnement et ports de plaisance, (poste N°32221), à la Direction environnement et ports de plaisance, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs, ingénieurs en chef, attachés et administrateurs territoriaux.

Description : gérer et entretenir des ports de plaisance du territoire de Marseille Provence. Coordonner, superviser et optimiser l'ensemble des activités et projets concernant les ports du Territoire Marseille Provence, et notamment le suivi et contrôle des contrats (AOT, Contrats d'occupation, concessions et DSP). Assurer la responsabilité de l'organisation et du bon fonctionnement des ports dans le respect des règles domaniales, d'exploitation et de sécurité (capitaineries, police portuaire, entretien des installations...). Assurer le pilotage du développement économique et événementiel des infrastructures portuaires. Participer au développement de la qualité environnementale des ports. S'assurer des règles administratives et techniques. Gérer les relations avec la société civile, les acteurs du nautisme, les décideurs et les services de l'État. Piloter/Assurer la conception et suivi des projets relatifs aux énergies renouvelables et au développement durable au sein du Territoire.

Profil : Bac+5

Un emploi de maître de port, (poste N°27405), à la Direction environnement et ports de plaisance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : mettre en œuvre les orientations définies sur les thématiques de la mer, du littoral et des ports de la Métropole. Conseiller et apporter son aide à la décision en matière d'exploitation, d'aménagement et de développement des infrastructures portuaires. Gérer l'activité de la capitainerie : planning, suivi RH et élaboration budgétaire. Diriger une équipe. Faire respecter la réglementation applicable sur l'espace portuaire. Préparer les conseils portuaires et représenter la Direction aux conseils portuaires et toute autre réunion. S'assurer du bon déroulement des manifestations.

Profil : Formation technique et administrative, connaissance du langage marin, des bateaux, des techniques de procédure radio, du règlement de Police des ports de l'institution, des techniques de matelotage, du fonctionnement des régies d'avances, de recettes et des dépenses

Un emploi d'assistant administratif (poste N°27396), à la Direction environnement et ports de plaisance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Description : au sein du service gestion des ports de plaisance, recueillir et traiter les informations nécessaires au fonctionnement administratif du service. Suivre et gérer les dossiers administratifs de contrats d'occupation de terre-plein et plan d'eau. Suivre les dossiers litigieux et/ou les procédures contentieuses. Accueillir et informer les usagers et les contractants.

Profil : BTS/Bac formation administrative et/ou juridique.

Un emploi de chargé de développement territorial, (poste N°30393), à la Direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : au sein du service territorial Nord, sous l'autorité hiérarchique du chef de projet, mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens. Le travail s'effectue à l'échelle d'un ou de plusieurs bassins de vie.

Profil : Formation supérieure (Licence/Master en développement territorial, politique de la ville), connaissances solides des dispositifs d'aide et d'intervention sociale, de l'évolution réglementaire et législative, et les métiers relevant du domaine d'activité.

Un emploi de chargé de développement, (poste N°32801), à la Direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : au sein du service territorial Centre et Sud, sous l'autorité hiérarchique du Chef de service, mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, en matière de cadre de vie, de renouvellement urbain et de gestion urbaine et sociale de proximité, en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels.

Profil : formation supérieure (Licence/Master en développement social urbain, gestion urbaine de proximité, aménagement et urbanisme), maîtrise du champ de la politique de la ville, du renouvellement urbain, de la gestion urbaine de proximité, des politiques publiques et l'environnement institutionnel et associatif.

Deux emplois de coordonnateur atelier santé ville (postes N° 33175 et 33176) à la Direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description : Mettre en œuvre les actions prioritaires découlant des Plans Locaux de Santé Publique, ainsi que le programme d'actions du Contrat de Ville et de sa déclinaison territoriale le projet de territoire portant sur la thématique de santé publique, en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens.

Profil : Formation supérieure domaine politique de la ville et santé publique.

- **Pour le Pôle Développement économique et attractivité du territoire**

Un emploi de développeur économique territorial, (poste N°28900), à la Direction de la compétitivité du territoire, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : animer le projet économique du territoire. Accompagner et instruire, sur un mode partenarial, les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques. Commercialiser l'offre de services du territoire (emplois, disponibilités foncières et immobilières, zones d'activités, pépinières, etc.).

Profil : Bac +3

Signé le 7 Octobre 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Un emploi de développeur économique territorial, (poste N°28903), à la Direction de la compétitivité du territoire, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : Accompagner les entreprises sur les zones d'activités et les quartiers prioritaires.

Profil : Bac + 3

Un emploi de développeur économique territorial, (poste N°25691), à la Direction de la compétitivité du territoire, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : Élaborer et animer le projet économique du territoire. Accompagner et instruire, sur un mode partenarial, les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques. Commercialiser l'offre de services du territoire (emplois, disponibilités foncières et immobilières, zones d'activités, pépinières, etc.)

Profil : Bac + 3

Pour le Territoire du Pays d'Aix

- **Pour le Pôle Culture et sport**

Un emploi de responsable de cellule modifié en un emploi de maitre-nageur sauveteur (poste N°25972) à la Direction équipements aquatiques, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives.

Description : Le maitre-nageur sauveteur est chargé, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique aquatique du territoire du Pays d'Aix, d'enseigner la natation et assurer la sécurité des baigneurs au sein de l'établissement aquatique.

Profil : BEESAN – BP JEPS AAN, formation premier secours

- **Pour le Pôle Développement économique, emploi et innovation**

Un emploi de directeur adjoint pédagogie (poste N°31911) au Centre de formation des apprentis (CFA), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : Sous l'autorité du Directeur du CFA, le Directeur-adjoint à la Pédagogie du CFA met en œuvre la politique de la métropole en matière de formation professionnelle en alternance, dans le cadre des directives émanant du Ministère de l'Éducation Nationale, en matière de diplômes, et du Ministère du Travail et de la Formation professionnelle, en matière de réglementation de l'apprentissage. Il assure la cohérence du contenu des formations proposées avec les référentiels les plus récents, supervise l'organisation des plannings de formation, les occupations de locaux et les emplois du temps des enseignants. Il assure en coopération avec les services techniques et financiers du CFA l'accueil des examens de l'Éducation Nationale et des autres organismes certificateurs au CFA. Il contrôle et évalue l'activité des professeurs du CFA dans un processus formalisé annuel permettant d'analyser dans la durée la progression de chaque enseignant. Il dirige et coordonne la réponse à la partie qualité du label Qualiopi de son service.

Profil : Bac +3 minimum

Un emploi de développeur de l'apprentissage (poste N° 25775) au Centre de formation des apprentis (CFA), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : Au sein du CFA et sous la responsabilité du directeur Apprentis Entreprises, le développeur de l'apprentissage a pour missions : concevoir, conduire et mettre en œuvre les politiques publiques en matière de recrutement des apprentis ; concevoir et gérer en autonomie la politique relationnelle entre le CFA et les prescripteurs de l'emploi ; contribuer à l'amélioration de l'accueil du public et au développement des formations et des partenariats divers. Il contribue à améliorer la communication interne et externe de l'établissement, le développement des effectifs du centre (alternance et formation continue), et l'administration de la formation.

Profil : Bac +3 minimum

Un emploi de professeur esthétique, cosmétique et parfumerie (poste N°25437) au Centre de formation des apprentis (CFA), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois catégorie A technique (CE inexistant).

Description : dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne l'esthétique, la cosmétique et la parfumerie aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle.

Profil : Brevet de Maîtrise en esthétique / cosmétique / parfumerie ou BTS esthétique / cosmétique / parfumerie

Un emploi de professeur prévention santé et environnement (poste N°25944) au Centre de formation des apprentis (CFA), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois catégorie A technique (CE inexistant).

Description : dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne la Prévention, Santé Environnement aux apprentis et aux stagiaires de la formation professionnelle. Il assure le suivi des jeunes en entreprise et sur le lieu de formation et favorise leur insertion professionnelle.

Profil : Master II biotechnologies, biologie, santé

Un emploi de professeur d'économie-gestion et vente (poste N°25888) au Centre de formation des apprentis (CFA), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois catégorie A administratif et technique (CE inexistant).

Description : dans le cadre des formations dispensées par le CFA, le professeur enseigne l'économie, l'économie appliquée, la gestion, la vente et le commerce aux apprentis et stagiaires, assure le suivi des jeunes en entreprise et accompagne leur insertion professionnelle.

Profil : Master II économie / gestion ou diplôme inférieur assorti d'une expérience professionnelle avérée

- **Pour le Pôle Urbanisme et aménagement**

Un emploi de chargé de mission modifié en un emploi de chargé d'opération (poste N°26285) à la Direction des opérations d'aménagement, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux.

Description : le chargé d'opérations aura en charge le suivi d'opérations d'aménagement qui relèvent de son domaine de compétences. Il conduit et pilote l'élaboration et la mise en œuvre d'opérations d'aménagement menées dans le cadre des projets de renouvellement urbain mais aussi de zones d'activités économiques et de zones d'habitat.

Profil : Bac+4 a minima dans le domaine urbanisme / aménagement

- **Pour le Pôle Services à la population**

Un emploi de conducteur de travaux (poste N°33068) à la Direction de l'assainissement et du pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : au sein du service Réseaux, le chargé d'opérations conduit les opérations (études et travaux) sur les réseaux d'eau, d'assainissement des eaux usées, des eaux pluviales et de la DECI et leurs ouvrages annexes.

Profil : Bac+2 minimum requis

Pour le Territoire du Pays Salonais

- **Pour la Direction générale des services déléguée**

Un emploi de chargé du lab'emploi modifié en un emploi de gestionnaire financier (poste N°25435) au Pôle Ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Description : collaborer à la préparation et à l'exécution de l'État Spécial de Territoire. Assister et conseiller les élus et services de la collectivité dans le cadre de leur préparation budgétaire ou de leur suivi financier. Assurer l'interface entre les directions du Territoire et la DGA finances. Assurer, exécuter et coordonner pour le DGS de territoire (et ou le DGS délégué) des missions transversales liées à

l'activité du territoire et des compétences déléguées, notamment dans le domaine des marchés publics.
Profil : Bac ou Bac+2 dans le domaine de la comptabilité ou du droit public

- **Pour le Pôle Eau, assainissement, déchets**

Un emploi de directeur du Pôle (poste N°29878) au Pôle Eau, assainissement et déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description : assurer le pilotage, le management, le suivi, le contrôle et l'évaluation de l'activité des directions déchets et eau/assainissement.

Profil : Bac + 5 domaine technique

Pour le Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- **Pour le Pôle Proximité et service à l'utilisateur**

Un emploi de chargé d'opération DECI modifié en un emploi de chef de service pluvial DECI (poste N°32936) à la Direction des espaces publics, de l'eau et de l'assainissement, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et ingénieurs en chef territoriaux.

Description : répondre aux objectifs fixés par la direction. Assurer la programmation, le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux du service et des tiers (aménageurs, ZAC, PUP, SPL ou Régie) sur le Territoire. Piloter les équipes opérationnelles du service. Collaborer à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et assurer le suivi des contrôles techniques et/ou périodique et conformité avec la réglementation des ouvrages et des installations des réseaux humides. Réaliser la veille technologique et réglementaire sur ces domaines de compétence. Assurer un rôle transversal en vue de coordonner les différents projets.

Profil : Bac +5

Pour le Territoire Istres Ouest Provence

- **Pour le Pôle Culture et sport**

Deux emplois d'enseignant artistique (postes N°31372 et 31389) au Conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Description : A partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement

Profil : Diplôme d'État ou certificat d'aptitude

Un emploi de responsable administratif et financier (poste N°31393) au Conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : concevoir et proposer un projet de service en vue d'optimiser la gestion et le suivi administratif de l'entité. Assurer la gestion administrative et financière du conservatoire, encadrer les différentes équipes administratives.

Profil : Niveau bac +3

Un emploi de directeur (N°33104) à la Médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques.

Description : assurer la direction des médiathèques du territoire Istres-Entressen et participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de la lecture publique sur le réseau Istres Ouest Provence, sous la responsabilité du Directeur. Coordonner et développer les projets en matière de création numérique.

Profil : Niveau Master

Un emploi de responsable de la politique documentaire (poste N°31547) à la Médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux.

Description : piloter la politique documentaire du réseau, encadrer le travail des responsables de département, superviser le fonctionnement et le développement du logiciel documentaire, participer à la formation professionnelle continue des bibliothécaires, participer au développement organisationnel du réseau et à l'évolution de ses services.

Profil : Niveau Master

- **Pour le Pôle Dynamiques urbaines et développement durable**

Un emploi de Directeur du Pôle (poste N°33157), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : représenter le Pôle au sein de la collectivité et à l'extérieur ; assurer le pilotage stratégique des orientations politiques en matière de développement d'aménagement, d'habitat et de développement durable du Territoire d'Istres-Ouest Provence ; décliner les orientations politiques en plan d'actions ; définir et mettre en œuvre la politique de management ; piloter, suivre et contrôler la mise en œuvre des projets ; garantir la réalisation des objectifs ; suivre l'élaboration et la réalisation du budget ; gérer, coordonner et encadrer les directions et services intégrés au Pôle.

Profil : Bac + 5 ou équivalent

Pour la Direction générale adjointe Commande publique et affaires juridiques

Un emploi de conseiller juridique (poste N°17753) à la Direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : assurer la sécurité juridique des procédures de marchés publics, rédiger et animer des formations internes en matière de marchés publics, mettre en place d'outils opérationnels : fiches pratiques des procédures, clausiers types... , contrôler suivant une stratégie définie avec le chef de service, un échantillon de consultations lancé par la Métropole et formuler des recommandations afin de sécuriser les pratiques; gérer et mettre à jour des plateformes SharePoint de la direction de la Commande Publique et SharePoint dédié aux communes.

Profil : Master II en droit public

Un emploi de conseiller juridique marchés publics (poste N°27735) à la Direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : assurer la sécurité juridique des procédures de marchés publics, assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du Droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire. Coordonner et contrôler les actes de procédures dans des délais contraints et dans un objectif d'amélioration continue de la qualité des actes présentés au pouvoir adjudicateur.

Profil : Master II en droit public, droit des contrats publics, droit des collectivités ou équivalence

Un emploi de responsable de division (poste N°27122) à la Direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : superviser l'ensemble des procédures de passation des marchés publics instruits par l'équipe chargée de la passation des marchés publics. Encadrer les agents placés sous sa responsabilité.

Profil : Master II en droit public, droit des contrats publics, droit des collectivités ou 5 années d'expérience dans le domaine des marchés publics.

Un emploi de conseiller juridique marchés publics (poste N°27736) à la Direction de la commande publique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire.

Profil : Diplôme supérieur dans le domaine juridique, master ou équivalent.

Un emploi de conseiller juridique (poste N°17703) à la Direction juridique, schémas, grands projets et contentieux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : assurer le traitement et le suivi des dossiers précontentieux et contentieux de

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

l'établissement, apporter une aide à la définition des orientations stratégiques et à la prise de décision.
Formation : Diplôme supérieur dans le domaine juridique.

Pour la Direction générale adjointe Développement urbain et stratégie territoriale

Un emploi de directeur de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments (poste N°26314), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : mettre en œuvre les orientations stratégiques en matière de patrimoine bâti et notamment avec des process innovants et des montages complexes. Monter, planifier, coordonner des opérations de construction, réhabilitation des bâtiments. Superviser des projets et représenter le maître d'ouvrage. Superviser le management des services.

Profil : Bac+5 formation technique et ingénierie des bâtiments souhaitée

Un emploi d'instructeur marchés publics (poste N°27208) à la Direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Description : assister et encadrer notamment par une parfaite maîtrise des mécanismes du Droit de la commande publique, la rédaction, ainsi que la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire.

Profil : Minimum Bac+3 dans le domaine du droit public et/ou des achats.

Un emploi d'assistant technique énergie (poste N°27273) à la Direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : participer à la définition de la politique de maîtrise des énergies. Assister le Responsable de division dans la mise en œuvre des orientations dans le cadre de programmes de pérennisation des bâtiments, et les améliorations techniques des équipements et des bâtiments de la Métropole. Assurer le suivi et l'optimisation des dépenses et consommations d'énergie et fluides des Territoires Marseille Provence, Aubagne Pays de l'Etoile et en complément Istres Ouest Provence.

Profil : Bac+2/3 dans le domaine de l'énergie, connaissances solides en matières de réglementation sécurité et accessibilité des sites, des méthodes de réduction de consommation et de coût, mais également dans la réglementation de la maîtrise d'énergie et des règles d'urbanisme et de marchés publics. Une habilitation électrique est souhaitée.

Un emploi de responsable de division Régie (poste N°27357) à la Direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et ingénieurs territoriaux.

Description : assurer la conception, la programmation et le contrôle des travaux d'entretien et de réparation de l'ensemble des bâtiments réalisés par les régies. Analyser, concevoir, programmer et coordonner les actions en matière de sûreté et sécurité dans les bâtiments où sont réalisés des travaux par les régies. Encadrer et animer le « réseau » des responsables régies référents sur les territoires.

Profil : formation supérieure dans le domaine technique bâtimentaire, connaissances solides de la réglementation en matière de sécurité et d'accessibilité des sites, du code des marchés publics, des règles de la maîtrise d'ouvrage, et de la réglementation de la maîtrise d'énergie.

Un emploi de conducteur de travaux (poste N°27386) à la Direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : assurer la responsabilité de la programmation, la commande, la coordination, l'exécution et la réception de toutes les prestations techniques relatives aux travaux d'aménagement, de gros travaux d'entretien et de rénovation du patrimoine bâti et non bâti. Contrôler la qualité et les quantités des prestations dans le respect des enveloppes budgétaires allouées.

Profil : formation technique, expérience dans le domaine du bâtiment et de la conduite d'opérations. Maîtrise des règles de la maîtrise d'ouvrage, la réglementation de la construction et celle dédiée à la sécurité et l'accessibilité des sites. Connaissance de la réglementation des marchés publics, et être titulaire de l'habilitation électrique HOB0.

Un emploi de chargé d'opérations (poste N°26873) à la Direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : assurer la conduite des opérations d'amélioration de l'habitat ancien, d'aménagement lié à l'habitat, et de renouvellement urbain définies par les politiques publiques.

Profil : formation supérieure (universitaire, ingénieur, architecte, Master II en aménagement, habitat, développement urbain...), solides connaissances des champs d'application de l'aménagement et de l'habitat, des acteurs et des métiers de l'aménagement, du fonctionnement et du contexte des copropriétés, des méthodes d'analyse, de synthèse et de diagnostic. Maîtrise des outils de planification et d'aménagement urbain, les modalités de financement d'un projet urbain et d'habitat.

Un emploi de chargé de gestion administrative (poste N°26517) à la Direction du foncier et du patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Description : assurer le traitement des mises en demeure, acquérir, mettre en œuvre et suivre les procédures d'acquisitions foncières. Participer aux études et opérations d'aménagement et de développement urbain du territoire, sur les aspects fonciers, en collaboration avec les partenaires publics et privés concernés (EPF, communes, ...)

Profil : Bac+2, connaissance du domaine gestion administrative et foncière souhaitée

Pour la Direction générale adjointe Développement économique et attractivité

Un emploi d'assistant de direction (poste N°28823) à la Direction générale adjointe inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Description : apporter une aide permanente au Directeur général adjoint en terme d'organisation, gestion, communication, information, accueil, classement et suivi de dossiers. Assurer la gestion administrative courante (référénte courrier, congés des équipes...) de la DGA, et assurer en particulier la gestion de l'agenda du DGA. Coordonner la préparation des dossiers liés.

Profil : Bac ou Bac+2

Un emploi de conseiller technique (poste N°28825) à la Direction générale adjointe, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : le conseiller technique est l'un des plus proches collaborateurs du directeur général adjoint. Gérer certaines affaires réservées, commandes et dossiers sensibles qui nécessitent un contact avec la Direction générale des Services et/ou le Cabinet du Président. Être l'interlocuteur privilégié pour les sujets qui doivent être traités avec une attention particulière. De manière plus générale, jouer un rôle de facilitateur et de coordonnateur dans les relations de la Direction générale adjointe notamment au travers de la diffusion de l'information mais aussi de contacts directs, tant avec les autres directions générales adjointes, les équipes des Conseils de Territoire qu'avec ses partenaires extérieurs. Venir en appui du Directeur général adjoint dans ses activités et coordonner le fonctionnement général du pool d'assistantes de la direction générale adjointe. Être en charge de dossiers ou missions spécifiques confiés par le Directeur général adjoint. Être en charge de l'organisation de la représentation du directeur général adjoint lors des manifestations auxquelles il est invité et s'assurer, en lien avec les différents services ad hoc, de la bonne prise en compte. Avoir un rôle pilote sur les questions organisationnelles et managériales propres à l'action du DGA ainsi que les process et instances liées pour lesquels il/elle est force de conseil, proposition et mise en œuvre.

Profil : Bac +3

Pour la Direction générale adjointe Finances et budget

Un emploi de gestionnaire subvention (poste n° 28135) à la Direction recettes, ingénierie financière, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux et adjoints administratifs territoriaux.

Description : assurer l'assistance à l'élaboration des dossiers subventionnables auprès des différents organismes (État, Conseil Régional PACA, Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, Ademe, Agence de l'eau...) et le suivi des dossiers pour permettre le paiement des subventions des différents dispositifs (aides aux communes...). Garantir la cohérence des inscriptions budgétaires de recettes et participer au suivi de la PPI (Programmation pluriannuelle des investissements).

Profil : Niveau Bac minimum

Signé le 7 Octobre 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Un emploi de gestionnaire budgétaire (poste N°28263) à la Direction budget, programmation et prospective, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux et adjoints administratifs territoriaux.

Description : assurer le suivi et le contrôle de la programmation pluriannuelle des investissements. Travailler en binôme et seconder le cadre référent sur les domaines de la programmation et production budgétaire. Être le référent et l'interlocuteur privilégié des Directions générales adjointes (DGA) dont il a la charge. Être l'interlocuteur des autres DGA par polyvalence et en fonction des besoins. Porter assistance auprès des directions dans l'accomplissement de leurs missions.

Profil : Niveau Bac minimum

Pour la Direction générale adjointe Innovation numérique et Systèmes d'information

Un emploi de chef de projet informatique (poste N°26333) à la Direction des études et du développement du SI (système d'information), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service. Assister la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, conduire des projets d'informatisation, organiser le maintien en condition opérationnelles des applications, produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation.

Profil : Bac +3 minimum

Un emploi d'expert en géomatique (poste N°28483), inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux.

Description : appuyer et assister les directions de la Métropole dans l'analyse des besoins en matière de modélisation et d'utilisation des outils cartographiques disponibles. Accompagner les projets liés à la politique de développement de l'information géographique. Développer des outils de diffusion du SIG. Exploiter la base de données, la plateforme de diffusion et tous les outils constitutifs du SIG métropolitain.

Profil : Bac +3 minimum

Un emploi de technicien informatique (poste N°28480) à la Direction infrastructures informatiques et télécommunications, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description : gestion de configuration des postes et des systèmes d'impression, réalisation des opérations d'installation, d'exploitation et de maintenance d'un parc de micro-ordinateurs et de systèmes d'impressions en réseau informatique étendu complexe (domaines Windows sur réseaux TCP/IP interconnectés).

Profil : Bac + 2 minimum

Pour la Direction générale adjointe Mobilité, Transports, espace voirie

Un emploi de chargé de mission information voyageurs (poste N°28693) à la Direction de proximité Sud, offre, régie et systèmes d'information, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description : élaborer, piloter, et assurer le maintien en condition opérationnelle, des systèmes d'information voyageur réalisés par la DAISIT. Assurer l'administration des systèmes et les bases de données information voyageur. Contrôler les systèmes et l'intégrité des bases de données. Assurer l'assistance aux utilisateurs et la veille technologique. Gérer les projets d'évolutions fonctionnelles des systèmes d'information voyageur.

Profil : expérience confirmée dans le domaine des systèmes d'information et le métier du transport.

Un emploi de chargé de mission inscriptions et SAV clients (poste N°28695) à la Direction de proximité Sud, offre, régie et systèmes d'information, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description : intervenir sur les SI « inscriptions et Compte Mobilité » de la DGA. Gérer et traiter des inscriptions, des dossiers clients et du SAV clients en back office. Assurer l'exploitation et la maintenance du SI scolaire et du système d'inscriptions. Réaliser l'assistance fonctionnelle et technique des utilisateurs

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

sur les SI concernés. Piloter la mise en œuvre et le suivi des évolutions fonctionnelles et techniques des systèmes. Être le correspondant auprès des autres Directions de la DGA utilisatrices de ces services.
Profil : Expérience confirmée dans le domaine des systèmes d'information et du transport

Un emploi de chargé de mission billettique (poste N°21374) à la Direction de proximité Sud, offre, régie et systèmes d'information, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs.
Description : assurer la planification, la gestion et le suivi technique des projets et/ou opérations. Administrer et assurer le maintien en condition opérationnelle des systèmes billettiques et SAE gérés par la direction. Assurer la gestion administrative, technique et financière des projets. Proposer une optimisation des processus métiers. Manager, organiser, coordonner et animer l'équipe.
Profil : niveau ingénieur avec expérience confirmée dans le domaine des systèmes d'information liés au métier du transport, expérience confirmée dans la gestion de projets complexes et dans la gestion et la maintenance des équipements électroniques des SIT.

Pour la Direction générale adjointe des Ressources Humaines

Un emploi d'ergonome préventeur (poste N°20419) à la Direction accompagnement et qualité de vie au travail, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description : prendre en compte, par l'étude des « facteurs humains » et l'approche ergonomique, les impacts des interactions homme-machine/organisation sur la personne et le collectif de travail. Participer à la réduction des risques professionnels notamment des risques psychosociaux en effectuant des études de l'activité professionnelle des agents et interagir en formulant des préconisations. Participer à la mise en œuvre des dispositions relatives aux aménagements des postes de travail en adéquation avec les restrictions médicales permettant d'améliorer les conditions de travail et favoriser le maintien dans l'emploi.
Profil : Formation d'études supérieures dans l'ergonomie

Deux emplois de gestionnaire polyvalent (postes N°26034 et 26134) à la Direction recrutements et carrières, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emploi des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux.
Description : assurer le traitement et la gestion administrative et technique du recrutement, de la carrière, du temps et de la rémunération dans le respect des procédures et dispositions législatives et réglementaires. Mettre en œuvre le processus complet des recrutements internes et externes territoriaux et métropolitains du portefeuille géré. Informer les services et les agents. Suivre l'activité via les tableaux de bord.
Profil : Expertise confirmée en gestion des ressources humaines, administrative bureautique et en communication. Connaissance du Statut de la Fonction Publique territoriale.

Un emploi de conseiller retraite modifié en un emploi de chargé de coordination RH (Poste N°26170) à la Direction recrutements et carrières, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux.
Description : assister le chef de service dans le développement du service. Mettre en place des actions de montée en compétences en lien avec le projet de professionnalisation du service. Apporter son expertise RH à l'équipe afin d'offrir un renseignement de qualité optimale aux agents métropolitains. Assurer la gestion administrative de certaines prestations sociales (Titres Restaurant et Pass Métropolitain). Réaliser des procédures et mettre en place des outils pour sécuriser la gestion courante.
Profil : Niveau Bac

Un emploi de chef de service contrôle de gestion sociale (poste N°26220) à la Direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description : développer et animer le pilotage social de l'organisation afin de contribuer à l'optimisation de la gestion des ressources humaines. Animer et garantir le contrôle de gestion sociale RH sur deux axes : la volet interne et le volet réglementaire. Superviser la production et le pilotage des budgets RH.
Profil : Bac +3

Un emploi de conseiller juridique (poste N°26260) à la Direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description : réaliser des études juridiques en matière de statut de la FPT, d'études approfondies et de dossiers techniques. Conseiller les agents et les directions. Assurer le contrôle et la sécurisation des actes administratifs. Assurer une veille juridique, suivre l'actualité juridique et rédiger des études juridiques diverses et des notes informatives. Animer des séances d'information statutaires aux personnels de la DGARH. Assurer une mission de prévention et gestion des contentieux (contrôle interne, mise en œuvre des procédures disciplinaires, protection fonctionnelle et entretiens de licenciement...).

Profil : Formation juridique en droit public

Article 2 : Modification et ajustements d'emplois permanents à temps non-complet

Pour le Territoire Istres Ouest Provence

- **Pour le Pôle Culture et sport**

Un emploi d'enseignant artistique (poste N° 31365) au Conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Poste à temps non complet à hauteur de quinze (15) heures hebdomadaires.

Description : A partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement

Profil : Diplôme d'État ou certificat d'aptitude

Un emploi d'enseignant artistique (poste N°20470) au Conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Poste à temps non complet à hauteur de huit (8) heures hebdomadaires.

Description : A partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement

Profil : Diplôme d'État ou certificat d'aptitude

Pour la Direction générale adjointe Mobilité, Transports, espace voirie

Un emploi d'accompagnateur (poste N°29377) à la Direction de proximité Ouest et marketing clientèle, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation. Poste à temps non-complet, quotité horaire portée de vingt-sept (27) heures à trente (30) heures.

Description : accueillir les élèves et les accompagnants, vérifier les titres de transports, accompagner les enfants de l'arrêt de référence à l'arrêt de leur établissement scolaire et retour, surveiller les élèves dans le véhicule, contrôler l'identité de la personne qui accueille les enfants de maternelle et de classe Ulys, gérer les situations difficiles (dans le bus, l'absence des parents à l'arrêt de référence...). Assurer l'accueil physique et téléphonique de la clientèle de l'Agence de Mobilité du Réseau Ulysse.

Profil : connaître les règles de sécurité à adopter à l'intérieur d'un véhicule, maîtrise du règlement intérieur des transports scolaires

Article 3 : Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenant vacataire

Pour le Territoire Istres Ouest Provence

- **Pour le Pôle Culture et Sport**

Dans le cadre de la politique de développement culturel initié en faveur des habitants du Territoire d'Istres-Ouest Provence, le Conservatoire de musique et de danse à rayonnement intercommunal Michel-Petrucciani organise, chaque année, plusieurs stages de formation théâtrale en faveur d'un public jeune notamment.

Ces stages, permettant au Conservatoire de diversifier son offre pédagogique, sont axés tant sur l'approche des fondamentaux disciplinaires (respiration, diction, écoute etc.), l'exploitation des outils du jeu théâtral (l'adresse au partenaire, l'imagination etc.), la découverte des textes, mais également sur

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

l'approfondissement des apprentissages (analyse des enjeux, mise en place du texte etc.) que la présentation d'une œuvre au public vient finaliser.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de cette intervention, nécessitant d'être dirigée par un professeur de théâtre diplômé, il convient de procéder au recrutement d'un agent vacataire pour animer deux stages de formation théâtrale devant se dérouler durant les vacances scolaires d'hiver 2021-22, soit entre le 14 et le 17 février 2022, ainsi que durant les vacances de Printemps 2021-22, soit entre le 19 et le 22 avril 2022 représentant un volume horaire de 48 heures maximum d'enseignement pour les deux séances de formation cumulée.

La rémunération de cette intervention, calculée au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 67,04 €.

Article 4 : Créations d'emplois non permanents

- **Recours au recrutement dans le cadre de contrat de projet**

En application de l'article 3 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an, et d'une durée maximale fixée par les parties dans la limite de 6 ans. Le contrat peut être renouvelé pour mener à bien le projet dans la limite de ces 6 années.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Pour la Direction générale adjointe Développement urbain et stratégie

Dans le cadre de la réalisation du SCoT (schéma de cohérence territoriale), l'équipe est insuffisante pour faire face à la charge de travail, qui va croissante avec l'avancement de la démarche et de la procédure. La dimension juridique et celle liée à la concertation et la communication ne sont pas suffisamment pris en charge par l'équipe actuelle. Ces insuffisances vont handicaper la démarche à court terme.

C'est pourquoi un contrat de projet est sollicité, avec un projet juridique, pour la durée de l'élaboration du SCOT (dépassant légèrement fin 2024, pour assurer la phase post-approbation qui fait l'objet d'étapes de procédure de bouclage).

Un emploi de chargé d'étude SCOT à la Direction stratégie et cohérence territoriale inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description : Participer à la démarche d'élaboration du SCOT. Appuyer l'équipe dans la conduite de la procédure du SCOT, le suivi de la concertation SCOT (réunions publiques, enquête publique). Réaliser animation et veille juridiques. Assurer le suivi et les bilans des SCOT existants. Suivre, et éventuellement alimenter, les activités de la Fédération nationale des SCOT.

Profil : Master juridique/urbanisme. Connaissances des règles et procédures applicables au domaine d'activité, de la réglementation liée au code de l'urbanisme. Pratique de données pour produire une analyse globale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat territorial conclu avec l'ADEME pour le développement des énergies renouvelables thermiques, l'objectif est de susciter l'émergence et accompagner des projets d'EnR (énergies renouvelables) auprès de porteurs de projets variés.

Un emploi de chargé de mission EnR, thermique et réseaux à la Direction mer, littoral, milieux aquatiques, ports et énergie, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et techniciens territoriaux.

Description : mettre en œuvre et effectuer le portage technique du Contrat territorial de développement énergies renouvelables et de récupération thermique. Intervenir ponctuellement sur tous les projets EnR&R du territoire, accompagnés par le service, et entretenir une compréhension globale des activités du service.

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

Profil : Licence professionnelle dans le domaine de l'énergie, ingénieur ou Master II. Connaissance du cadre technique et opérationnel de la production des énergies renouvelables et des réseaux de distribution d'énergie, des réglementations et des cadres juridiques attachées à la production des énergies renouvelables.

En vue de répondre aux orientations opérationnelles de la SLGRI (stratégie locale de gestion des risques d'inondation) et accompagner la gestion du risque inondation par ruissellement, la Métropole propose de développer un outil numérique pour accompagner les acteurs du risque. Plusieurs études sont engagées et traitent cette thématique de façon éparse sur le territoire. L'objectif ici sera de caractériser les phénomènes de ruissellement sur l'ensemble des bassins versants métropolitain et de produire un outil numérique pédagogique et prévisionnel de ce phénomène méditerranéen. Dans ce contexte opérationnel fort, le projet portera sur deux thématiques principales : (1) caractérisation de l'aléa ruissellement à l'échelle de la Métropole et (2) développement d'un outil opérationnel de quantification et de qualification de l'aléa ruissellement.

Un emploi de chargé de projet en recherche et développement pour la gestion du ruissellement à la Direction mer, littoral, milieux aquatiques, ports et énergie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux.

Description : participer à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI). Mettre en place des partenariats universitaires sur la thématique du ruissellement. Assurer une expertise hydrologiques et hydraulique de façon transversale sur l'ensemble du territoire de la Métropole. Élaborer un cadre méthodologique pour cartographier le risque inondation par ruissellement sur la Métropole. Développer un outil d'aide à la décision pour une gestion intégrée des phénomènes de ruissellement métropolitains.

Profil : Ingénieur / Master / Doctorat en Hydraulique.

Pour la Direction générale adjointe des Ressources humaines

Le Service des Relations Sociales de la DGARH est en charge de l'organisation des élections professionnelles prévues en fin d'année 2022. Un arrêté ministériel fixera dans le courant de l'année 2022 la date précise de cette élection pour l'ensemble de la fonction publique. Le recrutement à la Métropole Aix Marseille Provence d'un agent, par l'intermédiaire d'un contrat de projet, est indispensable pour satisfaire à toutes les exigences de cette organisation, dont il est rappelé que le seul vote à l'élection des représentants du personnel pour le comité social territorial rassemble plus de 7000 électeurs répartis sur les bureaux de vote des différents territoires métropolitains. Le même jour se déroulera l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (trois scrutins différents selon la catégorie concernée) et, selon les mêmes modalités, celle des commissions consultatives paritaires à l'attention des agents contractuels. Les missions afférentes à cette organisation sont variées et touchent aussi bien à l'expertise juridique qu'à la mise en œuvre des différentes étapes du processus électoral. L'agent recruté pour l'accomplissement de ce projet bénéficie d'un contrat d'une durée d'un an à compter du 1er avril 2022. Il s'agit d'un agent de la catégorie A dont la rémunération est équivalente à celle d'un attaché territorial recruté au 1er échelon de ce grade.

Un emploi de chargé de projet élections professionnelles à la Direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description : assister le chef de service des relations sociales qui joue le rôle de superviseur dans l'organisation des élections professionnelles. Rédiger le rétro planning électoral. Préparer et participer aux réunions avec les organisations syndicales, aux réunions avec les « référents élections » de chaque territoire de la Métropole, aux réunions avec les services informatiques notamment pour la mise en place du programme de calcul des résultats. Superviser les différentes étapes de l'organisation des élections en veillant à leur conformité réglementaire. Rédiger les notes d'information qui seront diffusées à chaque étape de l'organisation des élections.

Profil : Licence ou Master RH ou Droit Public, bonne connaissance du code électoral, expérience en conduite de projet, connaissance des collectivités territoriales.

- **Recours au recrutement dans le cadre d'accroissements temporaires d'activité**

Signé le 7 Octobre 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 18 octobre 2021

En raison de l'accroissement de l'activité de certains services, sont approuvés les créations d'emplois non permanents à temps complet ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53. Ces emplois ne peuvent être exercés que 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des emplois et au régime indemnitaire y afférent, en tenant compte des éléments suivants :

- Fonctions exercées ;
- Qualification requise pour leur exercice ;
- Qualification détenue par l'agent ;
- Son expérience professionnelle.

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants :

Pour le Territoire Marseille Provence

- **Pour le Pôle valorisation et développement urbain**

Un emploi d'agent de gestion administrative à la Direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Description : reprendre des données suite à la migration de l'outil métier de la Politique de la Ville vers le portail des subventions métropolitain.

Profil : Formation en secrétariat avec une excellente maîtrise des outils informatiques – IUT informatique

Un emploi de chargé de mission expertise technique, juridique et financière autorisations d'occupation du domaine public portuaire à la Direction environnement et ports de plaisance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : Participer au niveau juridique à la réflexion stratégique sur les différentes occupations possibles des espaces du domaine public portuaire gérés par la Métropole. Coordonner et piloter les procédures de mise en concurrence et de manifestation d'intérêt spontanée, de la réception du dossier à l'attribution du contrat d'occupation. Apporter son expertise juridique sur l'ensemble des dossiers concernant la gestion du domaine public maritime. Participer à la refonte du règlement de police des ports et du contrat individuel de poste à flot.

Profil : formation supérieure type Master 2 droit des collectivités territoriales/droit du domaine public maritime.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement urbain et stratégie territoriale

Un emploi de chargé de mission gestion du domaine public maritime à la Direction Mer, littoral milieux aquatiques, ports et énergie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description : Coordonner les travaux de refonte du règlement de Police des Ports et du contrat individuel des postes à flot et à sec, de la matrice tarifaire, du projet de création d'une fourrière portuaire. Assurer le suivi des occupations du domaine public portuaire. Participer à la préparation des différentes instances portuaires. Développer les contacts avec l'ensembles des occupants du domaine public portuaire. Assister en cas de besoin les autres membres de l'équipe gestion des contrats.

Profil : formation supérieure type Master droit public des collectivités territoriales et/ou du domaine public maritime.

Pour la Direction Générale Adjointe des ressources humaines

Un emploi de chargé de mission relations sociales à la Direction ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description : participer par un appui juridique, à la mise en œuvre d'un dialogue social de qualité par l'organisation, le bon fonctionnement et le suivi des instances représentatives et en apportant une réponse aux sollicitations syndicales et aux différentes problématiques liées à leurs activités.

Profil : Diplôme d'études supérieures en droit public

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL